



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste
PIC de
Lille

le 19 février 2024

LA GRÈVE POUR DE MEILLEURS SALAIRES À L'ORDRE DU JOUR POUR NOUS TOUS !

Les contrôleurs SNCF en grève à 70 % durant trois jours au beau milieu des vacances d'hiver de la zone C, comprenant notamment la région parisienne, et voilà un emballage médiatique comme on en a déjà connu par le passé : haro sur les cheminots, « ces privilégiés », ces « preneurs d'usagers en otages » et sus au droit de grève dans les transports... que la droite voudrait interdire 60 jours par an, rien que ça !

Les trains ne roulent pas tout seuls

Il est peu probable que les 90 % de la population qui ne partent jamais aux sports d'hiver se soient sentis « pris en otage » par des cheminots qui avaient prévenu depuis plusieurs mois qu'ils exerceraient leur droit de grève entre le 16 et le 19 février s'ils n'obtenaient pas satisfaction sur des revendications salariales et de conditions de travail qu'ils portent depuis plusieurs années. La direction de la SNCF les a méprisés, tout comme le gouvernement et les patrons méprisent toutes celles et ceux qui ne peuvent plus vivre dignement de leur salaire en ces temps d'inflation. La rémunération des contrôleurs est constituée de 40 % de primes qu'ils perdent dès qu'ils sont malades et qui ne comptent pas toutes pour la retraite. Déjà, en décembre 2022, ils avaient mené une grève massive, à la suite de laquelle la direction de la SNCF avait lâché quelques miettes, mais sur la question principale, celle leur rémunération de base, rien. Alors voilà pourquoi ils et elles ont fait grève massivement de nouveau, et c'est bien normal !

« Travailler est un devoir » (Attal dixit) : LOL

Eh oui, la grève ça se voit, ça a même des effets... sur « l'économie » s'étranglent tous ces députés et sénateurs qui veulent inventer un calendrier annuel des jours sans grève. Le gouvernement ne serait pas contre, le Rassemblement national non plus. Mais c'est plus facile à dire qu'à mettre en œuvre, car tout ce petit monde tout dévoué aux intérêts des riches et des patrons le sait bien : la force des travailleurs et des travailleuses, c'est la grève justement ! D'ailleurs ces dernières semaines, la multiplication des grèves pour de meilleurs salaires est là pour leur rappeler. À la RATP (aux ateliers de maintenance), à la Poste (notamment dans les centres de tri), mais aussi dans de nombreuses entreprises du privé (chez Revima,

Ubisoft, Proxiserive, Alstom et beaucoup d'autres) les salariés exigent des augmentations de salaire qui leur permettent de faire autre chose que survivre.

Notre vrai devoir : aller chercher 400 euros de plus pour toutes et tous !

Cette tendance générale à la baisse des salaires est d'autant plus choquante quand on la compare à l'explosion des profits à laquelle on assiste depuis trois ans. La Bourse vient de pulvériser son record historique ; 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires de dividendes depuis 2020, soit l'équivalent du total des dépenses de santé en 2022 ; Total, CMA-CGM, PSA-Stellantis, Vinci, Lactalis... toutes les grandes entreprises voient exploser leurs profits, obtenus par le gel des salaires, des années de politique d'allègement de cotisations sociales, de réformes et de plans d'austérité, mais aussi de dégradation des services publics, d'attaques contre le financement des retraites et du chômage... De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat, et plus que jamais même !

Et c'est toutes et tous ensemble qu'on devra défier nos patrons et le gouvernement, comme ont osé le faire pendant un week-end quelques centaines de cheminots. Aucun appel au niveau national des directions syndicales ne nous y invite mais cela ne doit pas nous paralyser. Bien au contraire, c'est par nos grèves, et en les généralisant dans une lutte offensive d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires, qu'on pourra récupérer tout ce qu'on nous a volé depuis des années !

Le 15 février, un rassemblement réussi

Le 15 février, journée de grève nationale à La Poste, un rassemblement a eu lieu devant la PIC. Une centaine de collègues, dont certains venaient de bureaux éloignés dans le département, se sont rassemblés pour faire entendre notre colère contre les bas salaires. Réunis en assemblée générale, nous avons échangé sur la mobilisation dans les différents sites et avons voté de poursuivre le mouvement, par la grève et les débrayages !

Page de pub

Ce rassemblement a été filmé et diffusé par France 3 région avec un reportage qui montre la réalité des bas salaires à La Poste. Une collègue témoigne « arrivés le 10 du mois on est dans le rouge », tandis qu'un autre montre sa fiche de paie à la caméra. La journaliste se demande si les postiers ne sont pas sous-payés... Voilà que La Poste a mauvaise presse, tandis que notre mouvement, lui, a le droit à une belle page de pub.

Le 20 le mouvement continue

Ce mardi 20 février nous étions encore nombreux à nous mobiliser : 13 en débrayage le matin, 19 l'après-midi. Une mobilisation suivie aussi à Bordeaux avec une trentaine de postiers en débrayage sur la PIC de Cestas. Les facteurs ont aussi organisé des débrayages à Wambrechies, Roubaix, Lille, Comines et Petite-Forêt. C'est en continuant de s'étendre que cette colère fera peur à La Poste. Sur une pancarte un collègue avait résumé la situation en écrivant : « Bordeaux, Lille, Wambrechies... A qui le tour ? »

Une heure, c'est précieux !

Les débrayages ne durent qu'une heure, mais c'est une heure d'arrachée à la production pour discuter et s'organiser. En rassemblant des collègues de tous horizons : syndiqués et non syndiqués... les débrayages donnent naturellement lieu à de petites assemblées générales où l'on peut se rassembler, mesurer le rapport de force, partager la fierté d'être dans le coup, se questionner sur la suite et discuter de comment convaincre les autres. C'est sûr que pour gagner les 400 euros en plus que nous réclamons pour nos salaires, la lutte sera longue. Mais les débrayages sont des étapes utiles, qui permettent déjà d'élargir le mouvement, comme l'a par exemple montré la journée du 15 février où se sont mis en mouvement des collègues de Lesquin, Bordeaux ou Paris.

Dans les autres boîtes ça bouge aussi !

A Alstom à Crespin et Petite-Forêt, à Auchan à Petite-Forêt aussi, à Atalian (entreprise de nettoyage) à Orchies... La liste est longue des entreprises de la région qui connaissent des mouvements de grève. Et pour cause ! Les bas-salaires et les conditions de travail dégradées sont loin d'être un problème uniquement chez nous. C'est celui de l'ensemble du monde du travail, qui fait les frais de l'inflation et de la rapacité du patronat. Et c'est tous ensemble, par nos grèves, quelle que soit notre entreprise, que nous pourrions récupérer ce que les capitalistes nous ont volés pendant des années.

Message d'amour

Pour la Saint-Valentin, La Poste a eu une délicate attention pour l'environnement. On nous a rappelé en brief qu'il fallait éviter d'acheter des roses, pour des raisons écologiques. La Poste est toujours de bon conseil quand il s'agit de nous faire la leçon. Mais l'écologie, elle s'en lave les mains dès lors que des centaines d'entre nous font la route du Pas-de-Calais depuis la fermeture de la PIC d'Arras, ou encore quand elle nous interdit d'utiliser les bornes électriques pour nos véhicules.

Une annonce qui ne coûte pas cher

La boîte nous a annoncé avec satisfaction l'augmentation de la prime UAP, qui passe exceptionnellement de 100 à 150 euros. Mais quel mépris quand on sait qu'une telle prime est soumise à un critère de présence. Pour une grippe, un enfant malade ou si nous avons le malheur d'être en temps partiel, la prime se réduit à peau de chagrin jusqu'à disparaître. Vu la situation catastrophique avec l'inflation, il faut vraiment être tordu pour ne pas donner cette prime à toutes et tous.

Droit de grève : La Poste encore condamnée

Pour entraver notre droit de faire grève, les directions ont pris l'habitude de prélever en plus des jours de grève, les jours de repos qui suivent (par exemple le dimanche). De nombreux prud'hommes ont condamné La Poste à rembourser les sommes volées aux collègues, et des contentieux sont toujours en attente. Mais cette fois-ci, c'est le Tribunal judiciaire de Bordeaux, saisi par SUD et CGT Gironde, qui a condamné La Poste pour non respect du droit de grève. Le juge pointe l'illégalité de prélever des jours de repos après un jour de grève, reconnaît que le but est de porter atteinte au droit de grève, et cerise sur le gâteau impose à La Poste de publier le jugement dans le prochain « Forum » et de l'afficher dans les bureaux. Une belle claque ! Il faut maintenant faire respecter sur le terrain cette décision judiciaire.

La panthéonisation ou la politique spectacle de Macron

Les résistants communistes arméniens Missak et Mélinée Manouchian entreront au Panthéon le 21 février. À cette occasion on aura droit à une cérémonie solennelle qui mettra en scène d'abord et avant tout... Emmanuel Macron qui a multiplié ce genre de cérémonies depuis son élection à la présidence. Il y a eu Simone et Jean Veil en 2018, Maurice Genevois en 2020, Joséphine Baker en 2021 et bientôt Robert Badinter. Il est évident que ce n'est pas à l'idéal communiste des militants du groupe Manouchian que Macron entend rendre hommage. Manouchian lui-même n'aurait pas apprécié de se retrouver aux côtés de personnages comme Thiers, le massacreur de la Commune de Paris. Mais le Président fait feu de tout bois pour tenter de gagner un peu de popularité en célébrant une pseudo « unité nationale », sous forme d'un « hommage solennel de la nation », dans laquelle se précipite, et même joue des coudes, l'ensemble de la classe politique, de gauche comme de droite. Une unanimité de façade (avec quelques accroc) le temps d'une cérémonie parfaitement hypocrite.